



lundi 20 février 2017

Les grands titres:

- RDC : le Haut-Commissaire aux droits de l'homme appelle à l'arrêt immédiat des massacres
- Afrique : deux millions de réfugiés durement touchés par de graves pénuries alimentaires, selon le HCR et le PAM
- Colombie : 7000 membres des FARC-EP ont rejoint les zones où l'ONU vérifiera leur démobilisation
- ONU : décès de Vitaly Churkin, Ambassadeur de la Russie auprès des Nations Unies
- Somalie : le Conseil de sécurité condamne un attentat sur un marché de Mogadiscio
- Dans un monde « chaotique », le chef de l'ONU appelle à regagner la confiance des peuples envers le multilatéralisme
- Centrafrique : l'ONU et ses partenaires condamnent les dernières violences perpétrées par les groupes armés
- Journée de la justice sociale : pour l'OIT, le travail décent est le fondement de sociétés équitables et inclusives
- Soudan du Sud : 5 millions de personnes confrontées à la famine ont besoin d'une aide d'urgence, selon l'ONU

RDC : le Haut-Commissaire aux droits de l'homme appelle à l'arrêt immédiat des massacres



Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.
Photo ONU/Jean-Marc Ferré

20 février - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a demandé lundi au Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) de prendre des mesures immédiates pour mettre un terme aux violations généralisées des droits de l'homme, y compris les exécutions sommaires apparentes.

« Il y a plusieurs allégations crédibles de violations massives des droits de l'homme dans les régions du Kasaï, du Kasaï central, du Kasaï oriental et de Lomami, dans le contexte d'une forte détérioration de la situation sécuritaire, y compris des personnes ciblées par des soldats pour leur prétendue affiliation avec une milice locale », a déclaré M. Zeid dans un communiqué. « Il est temps d'arrêter une réaction militaire brutale qui ne fait rien

pour s'attaquer aux causes profondes du conflit entre le gouvernement et les milices locales mais vise plutôt les civils sur la base de leurs liens présumés avec les milices », a-t-il souligné.

Pour le Haut-Commissaire, le gouvernement de la RDC doit veiller à ce que ses forces de sécurité, y compris la police et



l'armée, respectent et protègent les vies et ne recourent aux armes à feu « qu'en dernier recours » face à une menace imminente pour la vie ou de blessure grave, « conformément à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme ».

Une milice locale liée à un chef coutumier, Kamuina Nsapu, qui a été tué par les forces armées de la RDC en août 2016, est de plus en plus active dans la province du Kasaï central, s'attaquant principalement aux bâtiments gouvernementaux et aux églises ainsi qu'aux forces de sécurité nationales. La milice en question aurait également recruté et utilisé des enfants.

Des séquences vidéo horribles ont émergé au cours du week-end dernier, montrant apparemment des soldats des Forces armées de RDC (FARDC) tirer à plusieurs reprises et sans prévenir sur des hommes et des femmes qui appartenaient prétendument à la milice Kamiuna Nsapu, dans le village de Muenza Nsapu. Les prétendues soldats ont tiré à bout portant sur des victimes non armées alors qu'elles baignaient dans le sang au sol. La mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC ([MONUSCO](#)), n'est pas en mesure de vérifier l'origine et l'authenticité de la vidéo. Cependant, le porte-parole du gouvernement de la RDC et ministre de la communication, Lambert Mende, a déclaré que les officiers des FARDC font l'objet d'une enquête judiciaire pour leur comportement lors des récents combats dans le village.

« Les autorités de la RDC doivent mener une enquête indépendante, impartiale, rapide, efficace et transparente afin de faire la lumière sur ce qui s'est passé et de veiller à ce que les responsables rendent pleinement compte de ce qui semble être l'utilisation d'une force excessive et disproportionnée, et dans certains cas, d'une force mortelle », a souligné M. Zeid.

Des violences et meurtres suivis depuis plusieurs mois par le BCNUDH

Le Bureau commun des Nations Unies pour les droits de l'homme ([BCNUDH](#)) surveille de près la situation de la milice Kamuina Nsapu depuis plusieurs mois et a recensé une flambée récente des violences dans la province du Kasaï central. Le BCNUDH a reçu des informations selon lesquelles environ 50 personnes auraient été tuées par des troupes entre le 6 et le 8 février, et 101 autres personnes auraient été tuées dans des affrontements avec des soldats entre le 9 et le 13 février. Dans l'ensemble, le BCNUDH a recensé les meurtres de plus de 280 individus depuis juillet 2016 dans le contexte de cette violence.

Le BCNUDH assure une liaison étroite avec les autorités judiciaires, notamment en partageant les conclusions des différentes missions déployées dans la zone, afin de s'assurer que des enquêtes sont ouvertes sur les violations signalées par les FARDC et les milices.

« La RDC est depuis longtemps affligée par de graves violences », a dit le Haut-Commissaire. Mais dans un contexte marqué par une aggravation inquiétante de la violence dans les provinces considérées comme relativement calmes, M. Zeid a de nouveau demandé au gouvernement de redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité qui nourrit davantage de violences et de violations des droits de l'homme. « J'exhorte les autorités à mettre en place un plan de paix global basé sur le dialogue, y compris la recherche de solutions durables aux conflits avec les chefs coutumiers », a déclaré M. Zeid qui a invité le Conseil des droits de l'homme et la communauté internationale à surveiller la situation en matière de sécurité en RDC, y compris les progrès réalisés par les autorités dans l'enquête, la poursuite et la sanction de ces crimes.

Afrique : deux millions de réfugiés durement touchés par de graves pénuries alimentaires, selon le HCR et le PAM



Une jeune fille se tient debout avec son conteneur d'eau sur une dune dans le camp de protection des civils de Bentiu, au Soudan du Sud, le 20 octobre 2016. Crédit: UNICEF / UN043942 / Holt

20 février - La Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, ont exprimé lundi leur préoccupation concernant les graves pénuries d'aide alimentaire qui affectent environ deux millions de réfugiés situés dans 10 pays africains notamment dans la Corne de l'Afrique

Dans un communiqué conjoint, les deux agences humanitaires onusiennes ont annoncé que les rations alimentaires ont été considérablement réduites sur certains terrains d'opérations de l'ONU, notamment au Cameroun, au Tchad, au Kenya, en Mauritanie, au Soudan du Sud et en Ouganda. Des réfugiés se trouvant au Burkina Faso, à Djibouti, au Burundi et en Éthiopie ont vu leurs produits de subsistance, tels que des aliments mélangés enrichis en micronutriments nécessaires pour assurer un régime alimentaire de

qualité adéquate, réduits.

Le nombre de réfugiés en Afrique a presque doublé ces cinq dernières années, passant de 2,6 millions en 2011 à près de 5 millions en 2016. Bien que le financement des donateurs pour l'assistance aux réfugiés ait augmenté au cours de cette période, il n'a pas suivi le rythme rapide des besoins. Par conséquent, la réponse humanitaire est nettement sous-financée, ce qui a entraîné une réduction de l'aide alimentaire pour certains groupes de réfugiés.

« Nous ne pouvons pas imaginer combien la vie est difficile pour des milliers de familles de réfugiés sans nourriture, et qui se voient souvent refusés la possibilité de travailler ou de s'offrir d'autres manières de survivre. Les réfugiés sont extrêmement résistants, mais les coupes dans l'aide alimentaire parfois aussi élevées que 50% ont un impact dévastateur sur la santé et la nutrition de milliers de familles », a déclaré M. Grandi. « Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental. Nous travaillons avec le PAM pour veiller à ce qu'aucun réfugié ne se couche la faim au ventre, mais le soutien doit venir rapidement », a ajouté le Haut-Commissaire.

Les réfugiés tentent de faire face à la situation critique en évitant les repas, en retirant leurs enfants des écoles pour rester à la maison ou travailler et vendre des biens familiaux.

Les chefs des deux agences humanitaires onusiennes ont prévenu que sans nouvelles ressources pour répondre à ces besoins, ces pénuries alimentaires pourraient empirer dans les mois à venir et avoir des conséquences désastreuses sur la santé et la protection des personnes vulnérables.

Colombie : 7000 membres des FARC-EP ont rejoint les zones où l'ONU vérifiera leur démobilisation



Plus de 200 hommes et femmes des FARC-EP marchent le 1er février 2017 vers le point de transition vers la normalisation dans le nord de la Colombie afin d'effectuer leur retour à la vie civile. Photo: Mission des Nations Unies en Colombie

20 février - La [Mission des Nations Unies en Colombie](#) a annoncé lundi que près de 300 hommes et femmes des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple (FARC-EP) ont rejoint samedi la zone d'Agua Bonita, dans le département de Caquetá, au centre du pays, pour y déposer leurs armes sous le contrôle de l'ONU.

Ce mouvement complète l'arrivée d'environ 6.900 hommes et femmes des FARC-EP, dont certaines sont enceintes ou ont de jeunes enfants, pour commencer leur transition vers la vie civile.

Au cours des 19 derniers jours, les membres des FARC-EP se sont rendus en voiture, en autobus, en bateau ou ont parcouru environ 8.700 kilomètres sur 36 itinéraires à travers le pays. Ils ont été accompagnés par plus de 860 observateurs du Mouvement tripartite

de surveillance et de vérification (MVM) en coordination avec la mission onusienne, travaillant en étroite coopération avec les forces publiques.

« C'est un jour historique », s'est-il félicité le [Général Javier Pérez Aquino](#), chef des observateurs de la mission de l'ONU et coordonnateur des MVM. « La Mission des Nations Unies en Colombie et la MVM considèrent que la décision des FARC-EP de rejoindre ces zones, malgré la logistique limitée pour la majorité d'entre eux, est très positive », a-t-il déclaré.

Pour le Général Pérez Aquino, cette décision des FARC-EP réduit considérablement la possibilité de contacts armés. « Nous espérons également que leur présence accélérera les travaux de construction dans ces camps, créant les conditions propices à la poursuite du processus qui conduira à leur réinsertion dans la vie sociale, économique et politique », a-t-il ajouté.

Le chef des observateurs de l'ONU a expliqué aux journalistes du département de Caquetá qu'en dépit de la nécessité de finaliser la logistique autour des camps, la date limite pour l'achèvement du dépôt des armes reste en vigueur 180 jours après l'entrée en vigueur de l'accord de paix conclu entre le gouvernement colombien et les FARC-Ep et définitivement approuvé par le congrès du pays le 1er décembre.

Les engagements de l'accord de paix vérifiés par les deux parties avec les observateurs internationaux

A Bogotá, ainsi que dans huit bureaux régionaux et 26 sites locaux, les FARC-EP et les membres du gouvernement travaillent ensemble quotidiennement, en vérifiant les engagements des parties envers le cessez-le-feu et la cessation des hostilités, aux côtés de 350 observateurs de 16 pays. La plupart d'entre eux proviennent de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que du Royaume-Uni, de la Norvège, du Portugal, de l'Espagne et de la Suède.

Esperanza Fajardo, 45 ans, a indiqué avoir rejoint les FARC-EP dans les années 90, pour échapper aux meurtres frappant les personnes affiliées au mouvement politique de gauche Unión Patriótica. Aujourd'hui, elle travaille main dans la main avec le gouvernement et les homologues de la Mission de l'ONU. « Nous travaillons ensemble à la mise en œuvre de l'entente définitive et je suis convaincu que ce processus mènera à un pays avec plus de justice sociale », a-t-elle déclaré.

Son homologue du gouvernement, le maire Alejandro Cruz, a une cicatrice énorme sur sa poitrine. « J'ai été blessé deux fois au combat contre les FARC-EP », explique-t-il. « Je me sens très engagé dans ce processus parce que je veux que nos enfants et petits-enfants vivent dans un pays sans conflit », a-t-il dit.

Le Général Pérez Aquino a salué le travail acharné des membres du MVM et leur engagement dans le processus de paix à travers l'accompagnement du mouvement des FARC-EP et la vérification du cessez-le-feu et de la cessation des hostilités. Le coordonnateur des MVM a ajouté que pour que ce processus soit efficace, d'autres aspects de l'accord de paix définitif doivent être consolidés, tels que le soutien logistique, la sécurité et les conditions sociales et économiques qui permettront la transition vers la vie civile et mèneront à une paix durable.

ONU : décès de Vitaly Churkin, Ambassadeur de la Russie auprès des Nations Unies



Vitaly Churkin, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'ONU, lors d'un point presse fin 2016 au Siège de l'Organisation. Photo ONU / Amanda Voisard

20 février - Le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'ONU, l'Ambassadeur Vitaly Churkin, est décédé subitement ce lundi à New York, à l'âge de 64 ans.

Les membres du Conseil de sécurité ont fait part de leur profonde tristesse après avoir appris la mort de « l'éminent diplomate russe » qu'était l'Ambassadeur Churkin.

Les 15 déplorent la mort de celui qui a passé plus de 40 ans au service de la diplomatie russe, dirigé la mission permanente russe aux Nations Unies depuis plus d'une

décennie et aurait atteint 65 ans le 21 février 2017.

Les membres du Conseil ont exprimé leurs profondes condoléances à la famille de l'Ambassadeur, ainsi qu'au gouvernement et au peuple de la Fédération de Russie.

Lundi matin, les membres de l'Assemblée générale des Nations Unies ont observé une minute de silence à la mémoire de M. Churkin.

« La perte subie par la Russie est lourde et irréparable. L'Ambassadeur Churkin a travaillé jusqu'au dernier moment. Il a consacré toute sa vie à défendre les intérêts de la Russie, à servir de front la diplomatie dans les situations les plus difficiles », a déclaré le Représentant permanent adjoint russe, Peter Ilyichev.

« IL était un médiateur, une personne merveilleuse ainsi qu'un professeur. C'est ainsi que nous nous souviendrons toujours de lui », a ajouté le numéro 2 de la mission permanente russe, remerciant les membres de l'Assemblée générale pour leur solidarité, leur compassion et leur soutien dans ce moment difficile.

M. Churkin représentait la Russie auprès des Nations Unies depuis avril 2006. Avant de prendre ses fonctions à New York, il a occupé les fonctions d'Ambassadeur de la Russie au Canada et en Belgique.

Somalie : le Conseil de sécurité condamne un attentat sur un marché de Mogadiscio



Des commerçants attendent de vendre leurs poissons à l'intérieur du marché de poisson de Mogadiscio dans le district de Xamar Weyne de la capitale somalienne. Photo: AU-UN IST / Stuart Price

20 février - Le Conseil de sécurité a condamné dans les termes les plus forts l'attaque terroriste survenue dimanche à Mogadiscio.

L'attentat a frappé un marché de la capitale somalienne et a coûté la vie d'au moins 39 personnes. Plusieurs autres personnes ont été blessées dans cette attaque.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple et au gouvernement somaliens. Ils ont également souhaité un prompt rétablissement aux blessés de cet attentat.

Saluant la réaction rapide des forces de sécurité somaliennes et des premiers intervenants, les 15 ont tenu à rendre hommage à tous les acteurs somaliens et internationaux qui œuvrent à la paix et à la stabilité en Somalie.

Réaffirmant que le terrorisme constitue l'une des menaces les plus graves à la paix et à la sécurité internationales ainsi qu'il est nécessaire pour tous les États de le combattre par tous les moyens, les membres du Conseil ont également souligné la nécessité de traduire en justice les auteurs, les organisateurs, les financiers et les commanditaires de ces actes répréhensibles.

Les membres du Conseil ont réitéré leur détermination à soutenir la paix, la stabilité et le développement en Somalie. Ils ont souligné que ni cette attaque ni aucune autre attaque terroriste n'abaisseraient cette détermination.

Dans un monde « chaotique », le chef de l'ONU appelle à regagner la confiance des peuples envers le multilatéralisme



Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Photo: ONU/Violaine Martin (archives)

18 février - Soulignant la complexité et l'interdépendance des nombreux conflits en cours, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé samedi à relancer « une diplomatie pour la paix » pour contrer la menace du terrorisme mondial et regagner la confiance des populations se sentant laissées pour compte.

« Nous vivons dans un monde dangereux. Nous assistons à une multiplication de nouveaux conflits, de vieux conflits semblent ne jamais mourir - que ce soit en Afghanistan ou en Somalie », a déclaré M. Guterres lors d'une allocution à la Conférence sur la sécurité de Munich, en Allemagne. Le chef de l'ONU a souligné que beaucoup de ces conflits sont liés à la fragilité des Etats, s'internationalisent, « et la vérité est qu'ils se

sont développés dans un monde où les relations de pouvoir sont devenues obscures ».

« Si l'on regarde du Nigeria au Mali vers la Libye, Israël-Palestine, Syrie, Somalie, Yémen, Afghanistan, il est clair que toutes ces crises sont liées les unes aux autres. Les combattants se déplacent d'un endroit à l'autre et retournent parfois vers les pays d'origine (...) ce qui constitue une énorme menace pour notre sécurité mondiale commune », a prévenu le Secrétaire général.

« Nous sommes dans une sorte de situation chaotique, conduisant probablement à un monde multipolaire », a alerté M. Guterres. « Mais dans ces situations chaotiques avec des relations de pouvoir peu claires, l'impunité et l'imprévisibilité ont été la règle du jeu. Et c'est dans ce contexte que je crois que nous avons besoin, et je l'ai dit à plusieurs reprises, d'une montée de la diplomatie pour la paix ».

Celui qui fut pendant 10 ans Haut-Commissaire pour les réfugiés mesure le défi de convaincre les pays engagés dans un conflit de la nécessité et de l'intelligence d'y mettre fin. « Ça ne sera pas facile. Nous aurons également besoin de beaucoup de diplomatie préventive, beaucoup d'efforts en matière de médiation, et nous devons surtout avoir une stratégie pour traiter les causes profondes de ces types de conflits dans le monde », a-t-il dit.

« La mondialisation a ses perdants »

Pour M. Guterres, il est important de reconnaître que les effets asymétriques de la mondialisation contribuent également aux problèmes de paix et de sécurité mondiales, soulignant qu'un développement inclusif et durable est un élément important dans la prévention des conflits.

« La mondialisation a été un générateur incroyable de richesse, de prospérité, d'amélioration des conditions de vie (...) ce qui a considérablement réduit la pauvreté absolue », a-t-il reconnu. « Mais la mondialisation a ses perdants (...) il y a, dans certaines régions du monde, dans plusieurs communautés, le sentiment qu'elles ont été laissées de côté, que personne ne s'occupe d'eux et ce sentiment s'est développé avec l'augmentation des inégalités », rappelant que ces dernières engendrent de l'instabilité et des troubles.

Le Secrétaire général a particulièrement attiré l'attention sur le chômage de masse des jeunes, qui selon lui représente probablement la plus grande menace à l'égard de notre sécurité mondiale. « Il n'y a rien de pire qu'un jeune homme ou une jeune femme [qui a] un diplôme universitaire, et qui, n'ayant pas de chance de trouver un emploi, n'a aucun espoir. Il n'y a rien de pire que cette situation et rien de mieux pour le recrutement d'organisations extrémistes violentes ou d'organisations terroristes ».

« Reconstruire la confiance dans les gouvernements et organisations internationales »

Face au manque de confiance des peuples envers leurs classes politiques, M. Guterres estime absolument essentiel de comprendre les personnes ainsi que leurs préoccupations et de trouver des solutions.

« Maintenant, le défi pour nous est: comment pouvons-nous entrer dans cet échange de communication dans une ère

numérique? », s'est-il interrogé, soulignant qu'à l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le monde part à toute vitesse. « L'un des pires symptômes inquiétants des difficultés actuelles dans le monde est que peu de pays affichent la capacité de présenter une stratégie à long terme par rapport à leurs propres objectifs », a-t-il regretté.

Pour le chef de l'ONU, ce manque de confiance des citoyens n'est pas limité aux gouvernements. Il touche également les institutions multilatérales. « La vérité est que pour l'Union européenne, pour l'ONU, pour d'autres organisations, nous sentons aussi ce manque de confiance (...) Nous devons profondément réformer nos institutions internationales afin de pouvoir répondre aux attentes des peuples de ce monde », a dit M. Guterres, rappelant l'engagement de l'Organisation à réformer sa stratégie de paix et de sécurité, son système de développement et sa gestion.

Le Secrétaire général a par ailleurs souligné que les défis immédiats auxquels est confrontée la communauté internationale, ne doivent pas lui faire perdre de vue les nouvelles dimensions que prendront les problèmes de paix et de sécurité à l'avenir et pour lesquelles elle doit être préparée. « Soyons clairs: nous manquons d'instruments multilatéraux pour résoudre les problèmes du cyberspace », a-t-il dit, rappelant que cette dernière constitue déjà une préoccupation majeure pour tous.

M. Guterres juge crucial que les gouvernements et les organisations internationales développent une capacité d'analyse, de discussion et de réflexion sur des modèles de gouvernance dans les nouveaux domaines du développement scientifique et technologique qui seront essentiels aux générations futures.

Centrafrique : l'ONU et ses partenaires condamnent les dernières violences perpétrées par les groupes armés



Des Casques bleus marocains servant au sein de la Mission multidimensionnelle de l'ONU pour la stabilisation intégrée en République centrafricaine (MINUSCA) à Bambari, au nord-est de la capitale Bangui. (archives) Photo ONU / Catianne Tijerina

19 février - L'Organisation des Nations Unies (ONU), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union africaine (UA), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Union européenne (UE) ont exprimé dimanche leur profonde préoccupation concernant la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA), en particulier dans les préfectures de la Ouaka et de la Haute-Kotto.

Dans une déclaration conjointe, les cinq organisations ont condamné les dernières violences perpétrées par le Front populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et ses alliés, ainsi que par le Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC), qui ont causé de lourdes pertes parmi les populations civiles ainsi que des déplacements importants, aggravant ainsi une situation humanitaire déjà alarmante.

L'ONU et ses partenaires ont exprimé leur profonde appréciation pour « l'action robuste » entreprise par la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA) dans le cadre de son mandat, pour protéger les civils et aider à mettre fin aux violences dans les zones menacées par les belligérants, et l'encourageant à persévérer dans ses efforts.

Les cinq organisations partenaires ont exigé des belligérants qu'ils cessent immédiatement les hostilités. Elles ont par ailleurs rappelé que toute attaque contre la population civile, le personnel des Nations Unies et des organisations humanitaires est passible de poursuites judiciaires, conformément à la législation centrafricaine et au droit international. Elles ont salué à l'occasion les mesures prises en vue du fonctionnement effectif de la Cour pénale spéciale.

Seul le dialogue, « dans le respect scrupuleux de l'ordre constitutionnel et démocratique », permettra de trouver des réponses appropriées et durables aux préoccupations légitimes des différents acteurs centrafricains concernés, ont rappelé les cinq organisations. A cet égard, elles ont réitéré l'importance que revêt l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation portée par l'UA, la CEEAC et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et soutenue par l'Angola, le Congo et le Tchad.

L'ONU, la CEEAC, l'UA, l'OIF et l'UE ont exprimé leur engagement à travailler ensemble à l'aboutissement de cette Initiative, en appui aux efforts du Président Faustin-Archange Touadéra visant à promouvoir durablement la réconciliation et

une gouvernance inclusive dans le prolongement des conclusions du Forum de Bangui. Elles ont toutefois souligné que les groupes armés qui se livreraient à de nouvelles violences courent le risque de s'exclure, d'eux-mêmes, de l'Initiative africaine et s'exposent à des sanctions internationales additionnelles.

Journée de la justice sociale : pour l'OIT, le travail décent est le fondement de sociétés équitables et inclusives



Un travailleur domestique lave des vêtements à la main à New Delhi, en Inde. Photo: ILO/B. Patel

20 février - A l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale (20 février), le Directeur général de l'[Organisation internationale du travail \(OIT\)](#), [Guy Ryder](#), a souligné lundi le défi que constitue la réduction des écarts économiques et sociaux issus des inégalités croissantes.

Cette année, le [thème](#) de cette journée, célébrée chaque 20 février, est la prévention des conflits et le maintien de la paix par le travail décent.

« Nous célébrons cette Journée mondiale de la justice sociale dans un contexte de grande incertitude », a alerté M. Ryder dans un [message](#) à l'occasion de la journée. « La pauvreté et les conflits continuent de dévaster la vie de nombreuses personnes tandis que des sociétés plus prospères ont vu s'amplifier les inégalités », a-t-il déploré.

« Les jeunes gens ne trouvent pas leur place dans la société »

Pour le Directeur général, la mondialisation avait fait miroiter une ère de prospérité mais ses bénéfices ont été répartis de manière inégale. « Paradoxalement, alors que le monde est plus connecté que jamais, des fractures sociales et économiques apparemment irréparables se sont ouvertes », a-t-il déclaré, précisant que des millions de personnes se sentent laissées pour compte ou exclues et qu'elles ressentent au quotidien l'absence de justice sociale.

« Des enfants sans avenir sûr, des parents sans emploi décent et une sensation générale d'abandon. Un sentiment d'injustice prévaut dans de nombreux secteurs », a précisé M. Ryder prévenant que les conséquences pour les populations, les sociétés et les économies sont graves.

Selon l'agence des Nations Unies consacrée au monde du travail, la pénurie d'emplois décents et la crainte que les aspirations à un avenir meilleur restent insatisfaites sont de grands motifs d'inquiétude dans la population et alimentent l'incertitude.

« Les jeunes gens ne trouvent pas leur place dans la société. Ces sentiments sont encore plus vifs dans les situations de conflit, de fragilité et de bouleversement où s'expriment souvent trois désirs fondamentaux: rentrer chez soi, gagner dignement sa vie en travaillant et garantir la sécurité et la scolarisation de ses enfants », a détaillé le Directeur général.

« Si tu veux la paix, cultive la justice »

Pour le chef de l'OIT, le défi commun est de proposer des alternatives économiques capables d'offrir des possibilités de travail décent sur lesquelles reposent la stabilité et la réussite de nos sociétés. « Nous avons besoin de solutions qui nous éloignent des conflits et nous conduisent vers la reconstruction et vers une croissance économique alliée au progrès social; des solutions qui permettent de construire des institutions basées sur les normes du travail, garantes des droits au travail », a déclaré M. Ryder. « Dans un monde interdépendant, c'est un programme global et une responsabilité mondiale ».

Le mandat fondateur de l'OIT trouve son origine dans le principe 'Si vis pacem, cole justitiam', (Si tu veux la paix, cultive la justice). « Ces mots, écrits il y a près de cent ans quand le monde sortait des ravages de la guerre, n'ont rien perdu de leur force », a rappelé le Directeur général. « A travers notre action dans le monde du travail, nous rejoignons la famille des Nations Unies pour réaffirmer notre engagement à agir en faveur de sociétés équitables et inclusives qui permettent de bâtir la paix sur des fondements solides ».

Soudan du Sud : 5 millions de personnes confrontées à la famine ont besoin d'une aide d'urgence, selon l'ONU



Des femmes et des enfants déplacés dans le comté de Maban, au Soudan du Sud. Photo UNHCR/P. Rulashe

20 février - Face à la famine qui touche plusieurs régions du Soudan du Sud, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont averti lundi qu'il était essentiel d'agir de manière urgente afin d'empêcher davantage de personnes de mourir de faim.

Selon les trois agences onusiennes, les conflits et l'effondrement de l'économie ont entraîné près de 100.000 personnes dans une situation de famine dans plusieurs régions du Soudan du Sud, où l'état de famine a d'ailleurs été déclaré ce lundi. Un million d'autres personnes sont considérées comme étant au bord de la famine. Il s'agit de la pire famine que connaît le pays depuis le début du conflit, il y a un peu plus de trois ans.

« La famine fait maintenant partie de la réalité tragique de plusieurs régions du Soudan du Sud et nos pires craintes se sont réalisées. De nombreuses familles ont épuisé tous les moyens en leur possession pour survivre », a déclaré le Représentant de la FAO au Soudan du Sud, Serge Tissot. « Ces personnes sont principalement des agriculteurs et la guerre a perturbé l'agriculture. Ils ont perdu leur bétail et leurs outils agricoles. Pendant des mois, ils dépendaient totalement des plantes qu'ils pouvaient trouver et des poissons qu'ils pouvaient attraper ».

Trois années de conflit ont gravement compromis la production agricole et les moyens d'existence ruraux à travers le pays. La recrudescence des violences depuis juillet 2016 a contribué à l'effondrement de la production agricole, y compris dans les zones auparavant stables.

Par ailleurs, la malnutrition s'est aggravée avec la généralisation des combats, les déplacements de population, un accès limité aux services de santé et une faible couverture des installations sanitaires.

« Selon les estimations, plus d'un million d'enfants souffrent actuellement de malnutrition aiguë au Soudan du Sud et plus d'un quart de million souffrent déjà de malnutrition sévère. Si nous ne parvenons pas à venir en aide de manière urgente à ces enfants, nombre d'entre eux mourront », a prévenu le Représentant par intérim de l'UNICEF au Soudan du Sud, Jeremy Hopkins.

Les organisations onusiennes ont insisté sur l'importance de garantir le libre accès de l'aide humanitaire à toutes les personnes confrontées à la famine ou menacées de famine afin de remédier à la catastrophe.

« Cette famine est l'œuvre de l'homme. Le PAM et l'ensemble de la communauté humanitaire ont fait tout leur possible pour éviter cette catastrophe, en élaborant une intervention humanitaire de grande échelle, qui pour être honnête, n'aurait pas semblé faisable il y a trois ans », a indiqué la Directrice du PAM au Soudan du Sud, Joyce Luma, avertissant toutefois que les accomplissements de l'aide humanitaire seront limités sans paix et sécurité, qu'il s'agisse du personnel humanitaire ou des personnes affectées par les crises.

La FAO, l'UNICEF, le PAM et d'autres partenaires ont mené de vastes opérations de secours depuis le début du conflit et intensifié leurs efforts visant à atténuer les pires répercussions de la crise humanitaire en 2016. Si les trois agences onusiennes parviennent à acheminer l'aide de manière appropriée et durable, des progrès devraient être constatés d'ici les prochains mois et les souffrances liées à la faim devraient s'atténuer. Mais si rien n'est fait, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire devrait atteindre le pic de 5,5 millions de personnes en juillet.

A ce jour, la FAO a fourni à plus de 2,3 millions de personnes des kits d'urgence pour les moyens d'existence afin de les aider à pêcher ou à planter des légumes. Elle a également vacciné plus de 6 millions de bêtes, telles que des chèvres ou encore des moutons, afin d'empêcher davantage de pertes.

Le PAM envisage pour sa part de fournir une aide alimentaire et nutritionnelle à 4,1 millions de personnes lors de la saison maigre cette année, notamment à travers des repas scolaires et la mise en place de programmes communautaires de relance

et visant à renforcer la résilience des populations.

En 2017, l'UNICEF vise à soigner 207.000 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère et soutient avec ses partenaires 620 programmes de traitement thérapeutiques ambulatoires et près de 50 sites thérapeutiques hospitaliers à travers le pays afin de fournir aux enfants un traitement d'urgence.